



Conférence de presse d'Emmanuel Macron : du flou et de nécessaires précisions

Si les annonces faites par le Président de la République comportent beaucoup d'imprécisions, il a par contre clairement confirmé son choix d'orientation politique et les transformations en cours.

Les grandes questions posées par les mouvements sociaux actuels ne trouvent pas de réponses fortes notamment en ce qui concerne le pouvoir d'achat, le rétablissement de l'ISF, une transition écologique juste socialement...

Certaines mesures annoncées se veulent des amorces de réponses au malaise social exprimé ces derniers mois comme la réindexation des pensions de moins de 2 000 euros sur l'inflation, la baisse des effectifs dans nombre de classes du primaire..., mesures qui sont d'ailleurs à mettre sur le compte des mobilisations des personnels et des retraité-e-s, mais de nombreuses ambiguïtés demeurent.

L'annonce de la fin des fermetures d'écoles, celles des hôpitaux, plus de fonctionnaires sur le terrain... n'est pas compatible avec le dogme de la baisse des dépenses publiques qu'il a pourtant confirmé.

La FSU est d'autant plus inquiète que le Président confirme les réformes en cours comme celle de la Fonction publique qui permettent, a contrario de ce qu'il annonce, des suppressions d'emplois et des possibilités d'externalisation de missions et services publics.

C'est contradictoire avec l'objectif de plus et mieux de services publics sur tout le territoire.

Alors quid du projet de loi Fonction publique ? Quid des suppressions d'emplois annoncées ?

La FSU s'opposera à tout redéploiement visant notamment à supprimer massivement des postes par exemple dans le second degré de l'Éducation nationale qui connaît actuellement une augmentation démographique.

Par ailleurs, annoncer le maintien de l'âge légal de retraite à 62 ans mais l'accompagner de pénalités qui baisseraient le montant des pensions est une fausse liberté offerte à chacun et chacune.

Pour la FSU, trop d'annonces restent, à ce stade, imprécises, voire inquiétantes : revalorisation possible des enseignant-e-s, réforme de la haute Fonction publique, nouvel acte de décentralisation, suppressions de niches fiscales, réforme des retraites examinée prochainement par le parlement...

La FSU demande au gouvernement de préciser très vite nombre de ces mesures.

Quant à la baisse des impôts financée par les salarié-e-s qui devraient pour cela travailler plus, cette mesure constitue, si elle est appliquée, une nouvelle injustice et ne répond pas à la nécessité d'un meilleur partage des richesses.

Travail, emploi, salaires, services publics, transition écologique... autant de sujets sur lesquels la FSU attend des mesures concrètes et qu'elle portera lors du 1er mai mais aussi lors du 9 mai prochain pour défendre la Fonction publique et ses agent-e-s.

Les Lilas le 26 avril 2019

